

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1471

23 mai 2016

### SOMMAIRE

ABE Finances S.à.r.l. ....	70608	RREEF EuCoReF 1 S.à.r.l. ....	70570
Afes-Avus Luxembourg Sàrl ....	70608	RREEF RVK 1 S.à.r.l. ....	70570
Bayview Global Opportunities Fund ....	70605	RREEF RVK 1 S.à.r.l. ....	70567
Berlys Aviation S.A. ....	70608	SAJA Investments S.A. ....	70570
Black Quantum Global Ventures S.A. ....	70608	Saljoha S.A. ....	70571
Brasseur Immo S.A. ....	70608	SapeGroup Properties S.à r.l. ....	70569
CoRE UK 2016 1 S.à r.l. ....	70573	Seacat S.A. ....	70571
CoRE UK 2016 2 S.à r.l. ....	70592	Seldom S.A. ....	70572
LBLux SICAV-FIS ....	70606	Serafim Holding S.A. ....	70572
Lux and Sàrl ....	70565	Shaftesbury Asset Management Group (Lu- xembourg) S.A. ....	70567
Luxatt S.à r.l. ....	70565	Shaftesbury Asset Management (Luxembourg) S.A. ....	70568
Lux-Equity ....	70603	Shaftesbury Fund Management Group S.A. .....	70568
Lux-Relais Sàrl ....	70564	Shiofra 2 S.à r.l. ....	70568
Lux-Sectors SICAV ....	70607	Société Générale Private Wealth Management S.A. ....	70566
Monsigny Development S.A. ....	70562	SPI Renewables Energy (Luxembourg) Private Limited Company S.à r.l. ....	70571
Multipa S.A. ....	70563	Starline International Holdings S.A. ....	70569
Munus Estate S.A. ....	70563	Süd-Ost Finanz S.A. ....	70572
Pagosa S.A. ....	70564	Trasatlantico Capital S.A. ....	70569
PepsiCo Group ....	70562	UOI Real Estate SICAV-SIF ....	70584
Polyusus Lux V S.à r.l. ....	70562		
Publity Real Estate Opportunity Services ...	70563		
Real Estate Europe Investment S.A. ....	70566		
Real Estate Madeleine S.A. ....	70566		
RE Alpha S.à r.l. ....	70565		
Renewable Energy Infrastructures AG ....	70567		

**PepsiCo Group, Société Coopérative.****Capital social: USD 14,00.**

Siège social: L-1282 Luxembourg, 1, rue Hildegard van Bingen.  
R.C.S. Luxembourg B 163.793.

Suite aux résolutions du conseil d'administration en date du 7 mars 2016:

L'adresse du siège de la Société a été modifiée et est devenue 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg au lieu de 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PepsiCo Group  
Domenico Latronico  
*Administrateur B*

Référence de publication: 2016079638/15.

(160045290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Polyusus Lux V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 735.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 189.198.

*Résolutions circulaires du Conseil de Gérance prises en date du 3 mars 2016*

- Il convient de noter que le siège social de la société est transféré au 12D, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Fait à Luxembourg, le 15 mars 2016.

Certifié sincère et conforme  
POLYUSUS LUX V S.à r.l.

Référence de publication: 2016079645/14.

(160045442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Monsigny Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 143.364.

*Extrait des résolutions du 14 mars 2016*

Suite à une décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 14 mars 2016, les résolutions suivantes ont été prises:

- de fixer le nouveau siège social au 7, route d'Esch à L-1470 Luxembourg;
- nomination de la société LUXREVISION S. à r. l., enregistrée au RCS sous la référence Luxembourg B40.124 et ayant son siège social au 7, route d'Esch à L-1470 Luxembourg à la fonction de commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans jusqu'à l'assemblée générale annuelle ordinaire qui se tiendra en 2022;
- nomination de 3 nouveaux administrateurs avec un mandat de 6 ans, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2022:
  - a. Monsieur Mark Townsend COX, chief investment officer, né le 02 septembre 1956 à Aldershot (Royaume-Uni) et demeurant professionnellement au 441, West End Avenue, à 10024 New York (USA);
  - b. Monsieur Gerrit VAN NOORD, économiste, né le 27 novembre 1952 à Punta Cardon (Venezuela) et demeurant à 1, rue Dicks à L-5521 Remich;
  - c. Madame Marie-Odile GAUCHE, Investor Relation Manager, née le 09 juillet 1973 à F-Thionville et demeurant à B-6780 Hondelange au 3, rue Condordia;

La société sera engagée par la signature conjointe de 2 administrateurs

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2016.

Référence de publication: 2016079600/25.

(160045003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Multipa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 92.029.

—  
*Extrait des résolutions du conseil d'administration du 10 mars 2016*

1. Le conseil d'administration décide d'accepter la démission de Monsieur Natale Capula en tant qu'administrateur avec effet au 30 juin 2015.

2. Le Conseil d'administration coopte Monsieur Xavier VINCENT, né à Messancy (Belgique), le 9 novembre 1984, demeurant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire Monsieur Natale CAPULA. Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

3. Le siège social est transféré au 127, Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg à la date du 22 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016079603/17.

(160045687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**Munus Estate S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 59.576.

—  
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 25 février 2016, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société:

La société anonyme MUNUS ESTATE S.A., ayant eu son siège social à L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis, dénoncé en date du 15 novembre 2010, RCS n° B 59576,

Pour extrait conforme

Me Céline HENRY-CITTON

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2016079604/14.

(160045434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**Publity Real Estate Opportunity Services, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 187.131.

—  
Changement suivant le contrat de cession de parts du 11 mars 2016:

- Ancienne situation associées:

1. Publity AG: 204,000 parts sociales
2. ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P.: 134,640 parts sociales
3. ELLIOTT ASSOCIATES, L.P.: 69,360 parts sociales

- Nouvelle situation associées:

	Parts sociales
1. Publity AG .....	204,000
2. ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P. ....	136,680
3. ELLIOTT ASSOCIATES, L.P. ....	67,320
Total .....	<u>408,000</u>

Luxembourg, le 14.03.2016.

Pour avis sincère et conforme

*Pour Publity Real Estate Opportunity*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016079655/23.

(160044762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**Pagosa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8010 Strassen, 224, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 163.154.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire**Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est déroulée au siège social à Strassen, le 18 janvier 2016 à 15.00 heures.*

Les actionnaires de la société 'PAGOSA S.A.', représentant l'intégralité du capital social, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) le mandat des administrateurs est reconfirmé et renouvelé:

- Monsieur Alain LESBACHES,

demeurant à L-8086 BERTRANGE, 34, Am Wenkel;

- Monsieur Jean-Pol CLART,

demeurant à L-2561 LUXEMBOURG, 31, rue de Strasbourg;

- Monsieur Gilbert THIBO,

demeurant à L-8480 EISCHEN, 24, Cité Aischdall;

- Monsieur Bernard OLMEDO ORTEGA

demeurant à L-8150 BRIDEL, 14, rue de la Sapinière.

2) le mandat du commissaire aux comptes est reconfirmé et renouvelé:

- La société 'Bureau MODUGNO s.à r.l.', ayant son siège social à L-3313 BERGEM, 130, Grand-Rue (R.C.S. Luxembourg B 35889).

3) Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes, prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2022 statuant sur les comptes de l'exercice 2021.

Strassen, le 18 janvier 2016.

*Les Actionnaires*

Référence de publication: 2016079656/28.

(160044992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Lux Relais Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard F.-D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 164.457.

- Constituée en date du 25 octobre 2011 suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-Luxembourg, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 3072 du 14 décembre 2011.

- les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 8 mars 2012, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 1032 du 23 avril 2012.

- En date du 17 novembre 2015, l'associé Link Financing LTd, dont le siège social est à TORTOLA (Iles vierges britanniques), P.O. Box 3152, OMC Chambers, Road Town, a cédé 3.025 parts sociales de valeur nominale 100,00 euros chacune à Inversiones Alexandre S.L. (Inveral S.L.), ayant son siège social à Andorra la Vella (Principauté d'Andorre), Avenida Meritxell, n°85 - 4°-4a

- En date du 17 novembre 2015, l'associé Equity and Law Corp. S.A., dont le siège social est situé à Panama (République de Panama), Edificio Capital Plaza, piso 15, Paeso Roberto Motta, Costa del Este, a cédé 3.025 parts sociales de valeur nominale 100,00 euros chacune à Inversiones Alexandre S.L. (Inveral S.L.), ayant son siège social à Andorra la Vella (Principauté d'Andorre), Avenida Meritxell, n°85 - 4°-4a

- En date du 17 novembre 2015, l'associé Kaplas Ltd Corp., dont le siège social est situé à Panama (République de Panama), Edificio Capital Plaza, piso 15, Paeso Roberto Motta, Costa del Este, a cédé 3.025 parts sociales de valeur nominale 100,00 euros chacune à Inversiones Alexandre S.L. (Inveral S.L.), ayant son siège social à Andorra la Vella (Principauté d'Andorre), Avenida Meritxell, n°85 - 4°-4a

Luxembourg, le 4 mars 2016.

*Pour la société LUX RELAIS SARL*

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2016079557/26.

(160045171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Lux and Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard F.-D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 164.484.

- 
- Constituée en date du 25 octobre 2011 suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-Luxembourg, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 3054 du 13 décembre 2011.
  - les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 8 mars 2012, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 1032 du 23 avril 2012.
  - En date du 17 novembre 2015, l'associé Frades Foundation, dont le siège social est à Panama (République de Panama), Edificio Capital Plaza, piso 15, Paeso Roberto Motta, Costa del Este a cédé 3.025 parts sociales de valeur nominale 100,00 euros chacune à Inversiones Alexandre S.L. (Inveral S.L.), ayant son siège social à Andorra la Vella (Principauté d'Andorre), Avenida Meritxell, n°85 - 4°-4a
  - En date du 17 novembre 2015, l'associé Peipus Foundation, dont le siège social est à Panama (République de Panama), Edificio Capital Plaza, piso 15, Paeso Roberto Motta, Costa del Este a cédé 3.025 parts sociales de valeur nominale 100,00 euros chacune à Inversiones Alexandre S.L. (Inveral S.L.), ayant son siège social à Andorra la Vella (Principauté d'Andorre), Avenida Meritxell, n°85 - 4°-4a
  - En date du 17 novembre 2015, l'associé Orcadas Foundation, dont le siège social est à Panama (République de Panama) Edificio Capital Plaza, piso 15, Paeso Roberto Motta, Costa del Este a cédé 3.025 parts sociales de valeur nominale 100,00 euros chacune à Inversiones Alexandre S.L. (Inveral S.L.), ayant son siège social à Andorra la Vella (Principauté d'Andorre), Avenida Meritxell, n°85 - 4°-4a

Luxembourg, le 4 mars 2016.

*Pour la société LUX AND SARL*

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2016079556/26.

(160045172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Luxatt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.323.

—  
EXTRAIT

Le conseil de gérance a pris note de la démission avec effet immédiat, de Madame Eva RODICK, employée privée, née le 7 avril 1975 à Alexandrowka (Russie), demeurant professionnellement au 25C, boulevard Royal L-2449 Luxembourg, et décide de diminuer le nombre de gérants de trois (3) à deux (2).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Luxatt Sàrl

*Le Conseil de Gérance*

Référence de publication: 2016079558/15.

(160045317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**RE Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 180.739.

—  
En date du 15 mars 2016, les associés ont pris acte des décisions suivantes:

- Démission de Pedro Fernandes das Neves de son poste de gérant de classe A avec effet au 15 mars 2016;
- Election de Andrew Homer, né le 15 mai 1955 à Worcester, Royaume-Uni, et résidant professionnellement au 5c, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant de classe A, avec effet au 15 mars 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016079708/13.

(160045398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Real Estate Europe Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 175.329.

—  
*Extrait des résolutions du conseil d'administration du 10 mars 2016*

1. Le conseil d'administration décide d'accepter la démission de Monsieur Natale Capula en tant qu'administrateur avec effet au 30 juin 2015.

2. Le Conseil d'administration coopte Monsieur Xavier VINCENT, né à Messancy (Belgique), le 9 novembre 1984, demeurant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire Monsieur Natale CAPULA. Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

3. Le siège social est transféré au 127, Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg à la date du 22 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016079709/17.

(160045663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Real Estate Madeleine S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1268 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 143.357.

—  
*Extrait de la décision prise par l'administrateur unique du 10 mars 2016*

L'administrateur unique décide le transfert du siège social au 127, Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg à la date du 22 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016079710/14.

(160045666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Société Générale Private Wealth Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 60.963.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu le 9 décembre 2015*

Démission de Monsieur Olivier LECLER de sa fonction d'administrateur du conseil d'administration

Le conseil d'administration prend note de la démission de Monsieur Olivier LECLER, résidant professionnellement au 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Luxembourg de sa fonction d'administrateur du conseil d'administration avec effet au 9 décembre 2015.

Nomination de Madame Jeanne DUVOUX en qualité d'administrateur du conseil d'administration en remplacement de Monsieur Olivier LECLER

Conformément aux prescriptions de l'article 9 des Statuts Coordinés du 26 septembre 2014, le conseil d'administration décide de nommer, Madame Jeanne DUVOUX, résidant professionnellement au 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Luxembourg, à la fonction d'administrateur du conseil d'administration, en remplacement de Monsieur Olivier LECLER, avec effet au 9 mars 2016 et jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra en juin 2016.

Election du président du conseil d'administration

Le conseil d'administration décide de nommer Monsieur Olivier GERARD en tant que président du conseil d'administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016079741/23.

(160045657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Renewable Energy Infrastructures AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 148.275.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 15 mars 2016*

- Les mandats d'Administrateurs de
  - \* Madame Carla ALVES SILVA, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg
  - \* Monsieur Serge KRANCENBLUM, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
  - \* Monsieur Flavio MARZONA, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 1 an. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.
- Le mandat de commissaire aux comptes de FIN-CONTROLE S.A., ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, est reconduit pour une nouvelle période statutaire de 1 an. Il viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

Fait à Luxembourg, le 15 mars 2016.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2016079712/19.

(160045546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**RREEF RVK 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 82.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.532.

—  
Il est à noter que la nouvelle adresse, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, des gérants Johann Erich Clemens Schäfer et Carl-Eugen Bitzer est la suivante:

- Taunusanlage 12, 60327 Frankfurt am Main, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RREEF RVK 1 S.à.r.l.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

*Gérant*

Référence de publication: 2016079727/16.

(160044820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Shaftesbury Asset Management Group (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 117.301.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société tenue le 17 Février 2016*

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société tenue à Luxembourg en date du 17 février 2016 que:

- DAVIES David a démissionné de son mandat d'administrateur et de Président avec effet immédiat,

Les personnes suivantes forment l'ensemble du Conseil d'Administration de la Société:

- D'ARCY-IRVINE Miles (Administrateur);
- CAMUS Philippe (Administrateur);
- BOUYER Sylviane (Administrateur), et,
- RIETVELD Johanna (Administrateur).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Shaftesbury Asset Management Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016079735/19.

(160045683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**Shaftesbury Fund Management Group S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 191.069.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société tenue le 17 February 2016*

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société tenue à Luxembourg en date du 17 février 2016 que:

- DAVIES David a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet immédiat,  
les personnes suivantes forment l'ensemble du Conseil d'Administration de la Société:

- D'ARCY-IRVINE Miles (Administrateur);

- CAMUS Philippe (Administrateur);

- RIETVELD Johanna (Administrateur);

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Shaftesbury Fund Management Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016079736/18.

(160045682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Shiofra 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 143.759.

EXTRAIT

La dénomination sociale ainsi que le siège social de l'associé unique ont été modifiés comme suit:

Clareant Mezzanine Fund II (No. 2 Unlevered) Limited Partnership, ayant son adresse professionnelle au Lime Grove House, Green Street, St Helier, Jersey, JE1 2ST.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016079738/16.

(160044860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Shaftesbury Asset Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 104.884.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 17 Février 2016*

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société tenue à Luxembourg en date du 17 février 2016 que DAVIES David a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie A et de Président.

Les personnes suivantes forment l'ensemble du Conseil d'Administration de la société:

- D'ARCY-IRVINE Miles (Administrateur de catégorie A);

- CAMUS Philippe (Administrateur de catégorie A);

- POLLEYS Laurel (Administrateur de catégorie A);

- MIORCEC DE KERDANET Yves (Administrateur de catégorie B);

- HAGGENMÜLLER Bernd (Administrateur de catégorie B);

- Bouyer Sylviane (Administrateur de catégorie B);

- Mottin Nicolas (Administrateur de catégorie B);

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Shaftesbury Asset Management (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016079734/20.

(160045684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---



**Starline International Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 139.811.

---

**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Par jugement en date du 19 mars 2015, le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société suivante

- STARLINE INTERNATIONAL HOLDINGS S.A. (RCS B.139 811)

Ce même jugement a nommé, Juge-Commissaire, Monsieur Laurent LUCAS et a désigné comme liquidateur Maître Evariste OHINCHE, avocat, demeurant à L-1717 Luxembourg, 8-10 Rue Mathias Hardt.

Pour extrait conforme  
Me Evariste OHINCHE  
*Le liquidateur*

Référence de publication: 2016079744/16.

(160045697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**SapeGroup Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 167.453.

---

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 11 mars 2016 que:

- La démission de Moniteur Per Troen de sa fonction de gérant est acceptée avec effet immédiat.

- Monsieur Max Galowich, né à Luxembourg, le 30 juillet 1965, demeurant professionnellement 4, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg est nommé gérant en lieu et place du gérant démissionnaire.

Monsieur Max Galowich pourra désormais valablement engager la société par sa seule signature.

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Pour extrait conforme  
*Pour la société*  
Max Galowich  
*Gérant*

Référence de publication: 2016079733/19.

(160044919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Trasatlantico Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 168.957.

---

*Extrait des résolutions de l'actionnaire unique*

En date du 16 novembre 2015, l'actionnaire unique de Trasatlantico Capital S.A. a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Mathieu Villaume, de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 16 novembre 2015,

- de nommer Monsieur Jessica Costa né le 4 août 1986 à Luxembourg, Luxembourg, avec adresse professionnelle au 41 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg en tant qu'administrateur A de la Société avec effet au 16 novembre 2015 et pour une période de 5 ans.

Par ailleurs, il est à noter que la raison et forme sociale du administrateur B, Reyl Private Office S.à r.l., est dorénavant REYL Prime Solutions S.A.

Pour extrait  
*Pour la société*  
Signature

Référence de publication: 2016079791/19.

(160045635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**RREEF EuCoReF 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 82.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 161.436.

*Rectificatif au dépôt L150148470 enregistré et déposé le 10/08/2015*

Veillez considérer la correction suivante en gras:

Il est à noter que la nouvelle adresse, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, d'associé, RREEF Spezial Invest GmbH est la suivante:

- Taunusanlage 12, 60327 Frankfurt am Main, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RREEF EuCoReF 1 S.à.r.l.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

*Gérant*

Référence de publication: 2016079726/18.

(160045383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**RREEF RVK 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 82.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 164.532.

*Rectificatif au dépôt L150147895 enregistré et déposé le 10/08/2015*

Veillez considérer la correction suivante en gras:

Il est à noter que la nouvelle adresse, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, d'associé, RREEF Spezial Invest GmbH est la suivante:

- Taunusanlage 12, 60327 Frankfurt am Main, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RREEF RVK 1 S.à.r.l.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

*Gérant*

Référence de publication: 2016079728/18.

(160045387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**SAJA Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.  
R.C.S. Luxembourg B 153.560.

**EXTRAIT**

Il résulte d'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société SAJA Investments S.A., qui s'est tenue au siège social de la société le 10 mars 2016 que:

1. Est révoqué de son poste de Commissaire aux Comptes la société AFB Services Limited avec effet immédiat.

2. Est nommé en tant que Commissaire aux Comptes la société AFB International Consulting Sàrl ayant son siège social au 20, rue Glesener, L-1630 Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des sociétés de et à Luxembourg section B, sous le numéro 64990, pour une durée de six ans jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2022.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2016.

*Pour SAJA Investments S.A.*

LPL Expert-Comptable Sàrl

Référence de publication: 2016079749/18.

(160045114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Saljoha S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 143.457.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 14 mars 2016 que:

1. Les démissions de Madame Sandrine BISARO et Madame Christelle MATHIEU, administrateurs de la société ont été acceptées avec effet au 10 février 2016.

2. Monsieur Martin HUBERT, né le 28 avril 1982 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement au 16 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg a été nommé administrateur de la société avec effet au 10 février 2016, et ce jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2018.

3. Madame Caroline GOERGEN, née le 09 juin 1979 à Verviers (Belgique) demeurant professionnellement au 16 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, a été nommée administrateur de la société avec effet au 10 février 2016, et ce jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 14 mars 2016.

Référence de publication: 2016079753/20.

(160045345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Seacat S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 94.229.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 29 février 2016, que le Conseil a décidé les résolutions suivantes:

1. Le Conseil d'administration accepte la démission, avec effet au 18 janvier 2016, de Monsieur Jean-Pierre DE WOLF aux fonctions d'Administrateur de la Société.

2. Le Conseil nomme, avec effet au 18 janvier 2016, Monsieur James LITTLE, avec adresse professionnelle au 20, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, aux fonctions d'Administrateur, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle, qui se tiendra en 2018.

3. Ces résolutions seront ratifiées lors de la prochaine Assemblée Générale Annuelle.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016079757/17.

(160045218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**SPI Renewables Energy (Luxembourg) Private Limited Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 600.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 156.036.

—  
RECTIFICATIF

Les décisions prises par l'associé unique en date du 29 février 2016 relatives à la nomination de Mme Baldini ont été publiées sous la référence L160037522 - B 156036 en date du 02/03/2016.

Une erreur s'est glissée dans cette publication et il convient de lire que l'adresse de Mme. Baldani est située à Corso Libertà 120, 20811 Cesano Maderno (MB) Italy.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

Pour avis rectificatif sincère et conforme

*Pour SPI Renewables Energy (Luxembourg) Private Limited Company S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016079775/17.

(160045379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Süd-Ost Finanz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 58.984.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 7 mars 2016.*

Les mandats des Administrateurs, de l'Administrateur-délégué et du Commissaire aux Comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2017 comme suit:

*Conseil d'administration:*

M. Cédric Finazzi, demeurant 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Président;  
M. Giovanni Guido Caligaris demeurant à Via Motta 25, CH-6850 Mendrisio (Suisse), Administrateur;  
M. Marco Gostoli, demeurant 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Administrateur.  
CL Management S.A., ayant son siège social au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Administrateur.

*Administrateur-délégué:*

M. Giovanni Guido Caligaris demeurant à Via Motta 25, CH-6850 Mendrisio (Suisse).

*Commissaire aux Comptes:*

C.A.S. Services S.A., 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

SÜD-OST FINANZ S.A.

Société Anonyme

CL MANAGEMENT S.A.

Signatures

Référence de publication: 2016079784/26.

(160045030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**Serafim Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 83.697.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions des associés prises en date du 31 décembre 2015:

1. que la démission de M. Mario Curcio en tant qu'administrateur est acceptée avec effet au 15 novembre 2015;
2. que la nomination de M. Andreas Blomqvist avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen L-2540 en tant qu'administrateur est acceptée avec effet au 15 novembre 2015.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 novembre 2015.

Référence de publication: 2016079760/14.

(160045689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**Seldom S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 73.950.

## LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 25 février 2016, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société:

La société anonyme SELDOM S.A. ayant eu son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, Avenue Charles de Gaulle, dénoncé en date du 25 novembre 2000, RCS n° B 73950,

Pour extrait conforme

Me Céline HENRY-CITTON

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2016079758/14.

(160045436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**CoRE UK 2016 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 206.120.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twelfth day of May.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared the following:

ACEF Holding S.C.A., a société en commandite par actions governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the “RCS”) under number B 203192, represented by its general partner (associé gérant commandité), AXA CoRE Europe GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 21 boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 202828,

represented by Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing professionally in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg, on May 4, 2016,

such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

**Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1. Form, Name.** There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of “CoRE UK 2016 1 S.à r.l.”.

**Art. 2. Registered Office.** The Company will have its registered office in the municipality of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the Manager(s). No branches or other offices may be established abroad.

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

**Art. 3. Object.** The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form in Luxembourg and/or foreign countries.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

**Chapter II. Capital, Shares**

**Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) divided into one hundred and twenty-five (125) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 6. Shares.** Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

**Art. 7. Increase and Reduction of Capital.** The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

**Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder.** The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

### Chapter III. Managers, Auditors

**Art. 9. Managers.** The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the “Class A Managers”) or class B Managers (the “Class B Managers”).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

**Art. 10. Powers of the Managers.** The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

**Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company.** The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

**Art. 12. Meetings of the Board of Managers.** In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least two (2) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

**Art. 13. Resolutions of the Managers.** The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

**Art. 14. Management Fees and Expenses.** Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

**Art. 15. Conflicts of Interest.** If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

**Art. 16. Managers' Liability - Indemnification.** No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The

foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

**Art. 17. Auditors.** Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by either one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves or by one or more approved statutory auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)).

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

#### Chapter IV. Shareholders

**Art. 18. Powers of the Shareholders.** The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

**Art. 19. Annual General Meeting.** The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the last day of May at 10.00 a.m. at the Company's registered office.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

**Art. 20. Other General Meetings.** If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

**Art. 21. Notice of General Meetings.** Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

**Art. 22. Attendance - Representation.** All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

**Art. 23. Proceedings.** Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

**Art. 24. Vote.** At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing



more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

**Art. 25. Minutes.** The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

#### Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

**Art. 26. Financial Year.** The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

**Art. 27. Adoption of Financial Statements.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

**Art. 28. Distribution of Profits.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

#### Chapter VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 29. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

#### Chapter VII. Applicable law

**Art. 30. Applicable Law.** All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

##### *Subscription and Payment*

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	subscribed capital	number of shares	amount paid-in
ACEF Holding S.C.A. . . . . .	EUR 12,500	125	EUR 12,500
Total: . . . . .	EUR 12,500	125	EUR 12,500

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

#### *Transitory Provision*

The first financial year of the Company will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2016.

#### *Expenses*

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

#### *Resolutions of the sole shareholder*

ACEF Holding S.C.A., mentioned above, representing the entire share capital and considering himself as duly convened, immediately took the following resolutions:

#### *First Resolution*

The sole shareholder resolved to establish the registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Second Resolution*

The sole shareholder resolved to set at one (1) the number of Managers and further resolved to appoint Mr. Sven Rein, born on 3 November 1967 in Wiesbaden, Germany, with professional address at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, for an unlimited period.

#### *Third Resolution*

The sole shareholder resolved to appoint as approved auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company with immediate effect and for a period of time ending on the general meeting of shareholders approving the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2016:

PricewaterhouseCoopers, a société cooperative governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2 rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 65477.

#### *Declaration*

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the undersigned notary by surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le douze mai.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ACEF Holding S.C.A., une société en commandite par actions, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 203192, représentée par son associé gérant commandité, AXA CoRE Europe GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 21 boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au RCS sous le numéro B 202828,

représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 4 mai 2016,

laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

## Chapitre I<sup>er</sup>. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme, Dénomination.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «CoRE UK 2016 1 S.à r.l.».

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis au Grand-Duché de Luxembourg par décision des Gérants. Aucune succursale ou autres bureaux ne peuvent être établis à l'étranger.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

## Chapitre II. Capital, Parts sociales

**Art. 5. Capital Émis.** Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

**Art. 6. Parts Sociales.** Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

**Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital.** Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

**Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé.** L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

### Chapitre III. Gérants, Commissaires

**Art. 9. Gérants.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

**Art. 10. Pouvoirs des Gérants.** Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

**Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société.** Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance.** Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, deux (2) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

**Art. 13. Résolutions des Gérants.** Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

**Art. 14. Rémunération et Dépenses.** Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

**Art. 15. Conflits d'Intérêt.** Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

**Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation.** Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnifiera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

**Art. 17. Commissaires.** Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés soit par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés ou par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

#### Chapitre IV. Des associés

**Art. 18. Pouvoirs des Associés.** Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

**Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés.** L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le dernier jour de mai à 10.00 heures au siège social de la Société.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 20. Autres Assemblées Générales.** Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

**Art. 21. Convocation des Assemblées Générales.** A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

**Art. 22. Présence - Représentation.** Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

**Art. 23. Procédure.** Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

**Art. 24. Vote.** Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

**Art. 25. Procès-Verbaux.** Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

## Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

**Art. 26. Exercice Social.** L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

**Art. 27. Approbation des Comptes Annuels.** A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

**Art. 28. Distribution des Bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

### Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 29. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

### Chapitre VII. Loi applicable

**Art. 30. Loi Applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Souscription et Paiement*

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Associé	Capital souscrit	nombre de parts sociales	montant libéré
ACEF Holding S.C.A. ....	EUR 12.500	125	EUR 12.500
Total: .....	EUR 12.500	125	EUR 12.500

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le 31 décembre 2016.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille deux cents euros (EUR 1.200).

#### *Décisions de l'associé unique*

ACEF Holding S.C.A., susmentionnée, représentant l'entière du capital social et se considérant valablement convoquée et réunie, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

#### *Première Résolution*

L'actionnaire unique a décidé d'établir le siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Deuxième Résolution*

L'actionnaire unique a décidé de fixer à un (1) le nombre de Gérants et a décidé par ailleurs de nommer Monsieur Sven Rein, né le 3 novembre 1967 à Wiesbaden, ayant comme adresse professionnelle 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, pour une période illimitée.

### *Troisième Résolution*

L'actionnaire unique a décidé de nommer en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet immédiat pour une durée prenant fin à l'assemblée annuelle des associés approuvant les comptes annuels de l'exercice social se terminant au 31 décembre 2016:

PricewaterhouseCoopers, une société coopérative constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65477, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 13 mai 2016. GAC/2016/3789. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016110002/616.

(160083461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

### **UOI Real Estate SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 206.091.

### — STATUTES

In the year two thousand sixteen, on the ninth day of May.

Before us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in 10, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

#### THERE APPEARED:

- US OIL INVEST, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office 3, rue de l'Epeautre, F-67370 Schnersheim (France), and registered with the Registrar of Trade and Companies of Strasbourg (France) under number TI 804 224 111 and,

- UOI Management, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, in the process of being registered with the Registrar of Trade and Companies of Luxembourg;

Both represented by Mrs Rachida El Farhane, employee, residing professionally at Luxembourg, by virtue of two (2) powers of attorney given under private seal.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as described above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions), which is hereby incorporated:

#### **I. Definition and Construction**

Unless otherwise specified herein, capitalised terms and other expressions shall have the meaning ascribed to them in the issuing document of the Fund.

Furthermore, words should be construed in the manner described in the issuing document of the Fund.



## II. Main Corporate Features

**Art. 1. Name and Form.** There is hereby established among the General Partner in its capacity as unlimited shareholder and general managing partner, the Investors and all persons who may become owners of the Shares hereafter issued a partnership limited by shares (société en commandite par actions), qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name of UOI Real Estate SICAV-SIF.

The Fund shall be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of 10 August 1915 on Commercial Companies (the Companies Law), the SIF Law as well as by these Articles.

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Fund is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner.

The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders of the general meeting deliberating in a manner provided for any amendment of the Articles.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in its sole discretion and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Object.** The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the SIF Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets as more fully described in the Private Placement Memorandum.

The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the SIF Law.

**Art. 4. Duration.** The Fund is incorporated for a limited duration and shall continue for a period of 6 (six) years as from its launching date, except in the event of early dissolution as provided for in the Private Placement Memorandum. The Fund Term may be extended up to 2 (two) additional 2 (two) year period. Thereafter, the Fund Term may be additionally extended by the proposal of the General Partner and the approval of the Investors for up to 1 (one) additional 1 (one) year period.

The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting any of the Investors. In case of death, incapacity or inability of the General Partner, the Fund shall continue and article 112 of the Companies Law shall apply.

**Art. 5. Liability of the Shareholders.** The Investors are only liable up to the amount of the capital committed by them to the Fund on subscribing the Shares. The Investors shall refrain from acting on behalf of the Fund in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings.

The General Partner's liability shall be unlimited. The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities of the Fund to the extent that such liabilities cannot be paid out of the assets of the Fund.

## III. Share Capital - Shares - Classes - Net Asset Value

**Art. 6. Share Capital.** The capital of the Fund shall be represented by fully paid-up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund and calculated in accordance with Article 12. The subscribed capital must reach one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) within the first twelve months following its approval by the Luxembourg supervisory authority, and thereafter may not be less than this amount.

The initial capital of the Fund shall be set at thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) represented by:

- (i) 308 (three hundred and eight) Investor Shares without par value, fully paid in;
- (ii) 1 (one) Carried Share, fully paid in without par value; and
- (iii) 1 (one) General Partner's Share without par value, fully paid in.

**Art. 7. Classes of Shares.** The General Partner may issue different Classes as appropriate, which may carry different rights and obligations inter alia with regard to the income and profit entitlements, reporting obligations and/or fee and cost features of the Investor to whom such Shares may be issued.

The following two (2) categories may be available for subscription by the Investors:

- distribution Shares that will entitle the Investors to distributions of profits allocable to the relevant Class; and
- capitalisation Shares that will not entitle the Investors to any distribution of profits. Each time a distribution is made in relation to distribution Shares, an amount equivalent is affected to the capitalisation Shares.

Fractional Shares can be issued up to 2 (two) decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

**Art. 8. Form of the Shares.** The Fund shall only issue registered Shares.

A Share register shall be kept at the registered office of the Fund in accordance with the provisions of the Companies Law and the SIF Law and may be examined by each Shareholder which so requests.

Shareholders entitled to receive Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

The Fund recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares is disputed, all persons claiming a right to such Shares have to appoint one single attorney to represent such Shares towards the Fund. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Shares.

Moreover, in the case of joint Shareholders, the Fund reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Fund may consider to be the representative of all joint Shareholders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

**Art. 9. Issue - Drawdown - Default.** Specific matters (including but not limited to issue of shares, drawdown, default of capital contribution) relating to the offering of Shares of the Fund are referred to in the Private Placement Memorandum.

**Art. 10. Redemption and Conversion of Shares.** Redemption of Shares is only possible at the discretion of the General Partner upon proposal by the Shareholders.

Shares that are redeemed will be redeemed at the next available Net Asset Value on the Valuation Date with such adjustment as the General Partner deems fit in its absolute discretion, provided that the adjustment will be consistently applied in respect of all redemptions agreed to by the General Partner at the same time.

The General Partner shall at any time compulsorily forcibly redeem the interests held by any Investor which does not meet the criteria of eligibility to hold the Shares (notably the non Well-Informed Investors, Excluded Investors, US investors) and close all accounts held for such person(s). This redemption shall be made as soon as reasonably achievable and, at the latest, within 6 (six) months from the date of discovery of such person status. In such case, the General partner will send a notice that the redemption will take within 30 (thirty) days. After 30 (thirty) days, the General Partner will redeem all the interests of the non-Eligible Investors at the last available Net Asset Value per Share. All expenses in relation with this redemption will be borne by this non-Eligible Investor. However, the redemption price will be paid at the next distribution decided by the General Partner.

No distribution for redemption of Shares may be made as a result of which the Share capital of the Fund would fall below the minimum capital amount required by the SIF Law.

Conversions of Shares of one Class into another Class within the Fund are not allowed except otherwise stated in the Private Placement Memorandum.

**Art. 11. Transfer of Shares.** The Investor may not transfer any of its Shares, rights or obligations with regard to the Company, other than to an Affiliate, without the consent of the General Partner, which will not be unreasonably withheld, provided that all Shares are transferred to only one other Investor and that such Investor is an Eligible Investor.

Any transfer of Shares shall be entered into the register of Shares.

**Art. 12. Calculation of the Net Asset Value.** The reference currency of the Fund is the EUR.

Each Class may have a different reference currency. The Net Asset Value is expressed in the reference currency of the Fund and within the Fund the Net Asset Value of each Class, if applicable, is expressed in the reference currency of the relevant Class. The Net Asset Value is calculated by the central administrative agent under the responsibility of the General Partner.

The Net Asset Value per Share is calculated on a Class basis (if applicable) on the relevant Valuation Date.

For the purpose of determining the Net Asset Value, the net assets attributable to each Class, if not denominated in EUR, shall be converted into EUR and the Net Asset Value of the Fund shall be the aggregate of all the net assets. All accounting gains, losses, income or expenditure as well as movements in cash relating to the use of foreign exchange hedging for a specific Class shall be attributed entirely to the specific Class and will not be attributed to any other Class.

The Net Asset Value per Share shall be calculated up to two decimals places. The Net Asset Value may be adjusted as the General Partner or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions.

The Fund reserves the right to suspend the determination of the Net Asset Value under the circumstances set forth under section 13 of these Articles.

All assets and liabilities of the Fund shall be valued at fair value in compliance with the accounting principles applicable to the Fund. The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund. Units, shares, stocks or equity interests in relation to real estate investments will be valued in accordance with valuation principles that the General Partner deems appropriate for the Fund.

Under the supervision of the General Partner, all direct and indirect investments in real estate assets will be valued by one or several independent valuer(s) appointed by the General Partner and benefiting from specific experience in the valuation of real estate investments in accordance with independent valuation methodology. This valuation will take into account all incomes, liabilities, tax burdens and all obligations current or foreseen impacting the valuation of the real estate assets. If the General Partner does not agree with the valuation given by the independent valuer(s), the General Partner may request another valuation from a different independent valuer.

All valuations of direct and indirect investments in other assets than real estate assets will be reported for valuation from first class and reliable market data providers such as Bloomberg, Reuter, by the central administrative agent.

If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by the central administrative agent, shall be final and binding on the Fund and the Shareholder.

The assets of the Fund shall include:

- all real estate assets owned by the Fund;
- all cash in hand, receivable or on deposit, including any interests accrued thereon;
- all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar as the Fund shall be reimbursed for the same which may be amortised equally over a period of up to five (5) years;
- the marketing and distribution costs of the Fund, which may be amortised equally over a period of up to 5 (five) years;
- the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
- all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the method of valuation chosen by the General Partner, but the valuation will always be realised by an independent valuer, where relevant.

The liabilities of the Fund shall include:

- all loans, bills and accounts payable;
- all accrued interests on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, depositary fees, and corporate agents' fees);
- all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
- an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation days, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;
- all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles; and
- the costs and disbursements of any committees incurred in relation to the furtherance of the business of the Fund (if applicable) and Shareholder meetings.

In determining the amount of such liabilities the General Partner shall, with due regard to the expenses borne by the General Partner out of its management fee, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, depositary and its correspondents, the General Partner as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the managers and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with General Partner meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining

the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Private Placement Memorandum, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the Net Asset Value and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to the Investor, the cost of convening and holding the Investor, General Partner and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods.

The assets and liabilities of different Classes shall be allocated as follows:

- the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class, if applicable shall be applied in the books of the Fund to the relevant Class, if applicable;
- where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Class, if applicable as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Class, if applicable;
- where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Class, if applicable or to any action taken in connection with an asset of a particular Class, if applicable, such liability shall be allocated to the relevant Class, if applicable;
- upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Class, if applicable, the assets of such Class, if applicable shall be reduced by the amount of such dividends; and
- in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Class, if applicable, such asset or liability shall be allocated to all the Classes, if applicable pro rata to the Net Asset Value of the relevant Class, if applicable or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith.

For the purposes of the Net Asset Value computation:

- Shares to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the relevant Class, if applicable;
- Shares to be issued shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the relevant Valuation Date, and from such time and until received by the relevant Class, if applicable, the price therefore shall be deemed to be a debt due to the relevant Class, if applicable;
- all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the Net Asset Value for the relevant Class, if applicable, is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal regulated market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time; and
- where on any Valuation Date the Fund has contracted to:
  - (i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the relevant Class, if applicable and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the relevant Class, if applicable; or
  - (ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the relevant Class, if applicable and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund;

PROVIDED however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the General Partner in good faith.

**Art. 13. Temporary suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share, of the issue and the redemption of Shares.** The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value and the issue, redemption and transfer of Shares in the following cases:

- when the prices of any investments owned by the Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or
- during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Fund; or
- during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund would be impracticable; or
- during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Fund or the current price or values on any stock exchange or other market; or
- during any period:
  - a) when the General Partner is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares;

b) during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange, subject to the CSSF approval; or

c) when exceptional circumstances might adversely affect the interests of the Investor, subject to the approval of the CSSF.

The Investor will be notified of any suspension of issue, redemption, transfer or determination of the Net Asset Value or of any reinstatement following a suspension thereof, in each case within [10 (ten)] days of the relevant event.

Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

#### IV. Management - Committees and Agents - Representation - Investment Committee

**Art. 14. Management.** The Fund shall be managed by UOI Management, its managing General Partner.

All powers not expressly reserved by the Companies Law or the Articles to the Shareholders fall within the competence of the General Partner, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Fund's object.

Investors shall not intervene in the management of the Fund, even if pursuant to a delegation of powers from the General Partner.

**Art. 15. Alternative investment fund manager.** The Fund may appoint an external AIFM or remain internally-managed under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, in particular the SIF Law and the law of 12 July 2013 on Alternative Investment Fund Managers. Details regarding the appointment of the external AIFM or internally-managed structure of the Fund will be specified in the Private Placement Memorandum.

**Art. 16. Committees and Agents.** Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, by the General Partner.

The General Partner is authorised to delegate the day-to-day management of the Fund and the power to represent the Fund in respect thereto to one or more officers, or other agents, acting individually or jointly.

The General Partner may delegate certain tasks to special committees and appoint advisers and other agents as set forth in the Private Placement Memorandum.

**Art. 17. Authorised Signature.** The Fund shall be bound towards third parties by the signature of the General Partner or by the joint or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion and within the limits of such power.

**Art. 18. Investment Committee.** The General Partner, in its sole discretion, may determine to establish an investment committee comprised of individuals who represent certain investors, selected by the General Partner, who are not affiliates of the General Partner. If established, the investment committee may, on behalf of the Shareholders, approve or disapprove, to the extent determined by the General Partner to be required by or appropriate in light of applicable law, principal transactions, certain other related party transactions and such other matters as the General Partner deems appropriate.

**Art. 19. Removal of the General Partner.** Except as provided below, the Shareholders do not have the right to remove the General Partner without its prior approval.

The General Partner may be removed at a general meeting, at a majority of the Shareholders between them holding at least ninety per cent (90%) of the Shares. A resolution to remove the General Partner may only be adopted for Cause, provided that (i) the General Partner has been served a notice requiring the termination of his appointment giving not less than thirty (30) days before the removal, the form and service of such notice having been approved at that general meeting and (ii) the General Partner has not been able to cure the event giving rise to Cause during that period.

Upon the decision to remove the General Partner, the general meeting of Shareholders will have to decide between two options:

- to appoint a new managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund, which shall substitute, subject to the prior approval of the CSSF, the General Partner as managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund by the accomplishment of any relevant and appropriate formalities, and which shall assume the General Partner's obligations as managing general partner of the Fund; or

- to liquidate the Fund, which will be carried out in accordance with the Article 27.

In case of the removal of the General Partner, the General Partner will be discharged of all of its rights and obligations toward the Fund. However, the General Partner will be liable for the decisions which it has taken during its management.

In case of the removal, the General Partner will receive the management fee, which is owed to it at prorata temporis till the date of its removal.

In case of liquidation of the Fund, the Carried Interest will be immediately calculated and paid to the carried shareholder.

In both cases, the carried shareholder will lose all rights to any future Carried Interest distributable, including the period between the last payment of the Carried Interest and the removal of the General Partner or the liquidation of the Fund.

**Art. 20. Indemnification.** The Fund agrees to indemnify and hold harmless out of the Fund's assets the Indemnitees against any and all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred or sustained by an Indemnitee in or about the conduct of the Fund's business affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions in accordance with the terms of the appointment of the Indemnitee, provided that such actions in the conduct of the Fund's affairs or in the execution or discharge of his duties shall have resulted from (i) a gross negligence (faute lourde) or wilful misconduct (faute intentionnelle) or fraud (dol) by an Indemnitee; and (ii) in the case of the General Partner, the Central Administrative Agent or the Depositary, the non-fulfilment or improper fulfilment of the General Partner's or Central Administrative Agent's, the Registrar and Transfer Agent or the Depositary's, as the case may be, obligations under Luxembourg law or pursuant to the relevant agreements entered into between the Fund, the General Partner and such parties.

## V. General Meeting

**Art. 21. Powers and Voting rights.** Any regularly constituted general meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Except as otherwise provided for by the Companies Law or these Articles, it may resolve on any item generally whatsoever, only with the consent of the General Partner.

Except as otherwise provided in these Articles, the notices and quorum rules required by the Companies Law shall apply with respect to the meetings of Shareholders of the Fund, as well as with respect to the conduct of such meetings.

Each Share entitles its holder to one vote. A Shareholder may act at any general meeting by appointing another person, whether a Shareholder or not, as his proxy whether by an original or by any other written communication means.

Except as otherwise required by the Companies Law or by these Articles, resolutions at a general meeting will be passed at the majority of Shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the votes validly cast, including the affirmative vote of the General Partner and resolutions relating to the amendment of these Articles shall be passed at a majority of Shareholders representing at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast, including the affirmative vote of the General Partner acting in its capacity as general managing partner (associé gérant commandité) except if the resolution relates to the replacement of the General Partner in accordance with Article 19 hereof.

Notwithstanding the foregoing, any increase of any Shareholder's commitment, change of the Fund's nationality, modification of any right to distribution, modification of the majority requirements for the amendment of the Articles shall require the unanimous consent of the Shareholders and the General Partner.

**Art. 22. Meetings of Shareholders.** The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with the Law, in Luxembourg at the registered office of the Fund, or at such other place in Luxembourg on the first day of the month of June at 10 a.m. (Luxembourg time). If such date is not a Business Day, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day.

The General Partner may convene other general meetings. Such meetings must be convened if Shareholders representing one tenth (1/10) of the Fund's share capital so require. Such general meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such Class. Two or several Classes may be treated as one single Class if such Classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant Classes.

All general meetings shall be chaired by the General Partner or by any person designated by the General Partner.

The minutes of the general meetings shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary, appointed by the chairman, and the scrutineer, elected by the general meeting.

Unless otherwise provided by the Companies Law, circular resolutions signed by all the Shareholders shall be valid and binding in the same manner as if passed at a general meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by any copy.

**Art. 23. Convening Notice.** General meetings shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered mail at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address on record in the register of Shareholders of the Fund or, where applicable, by a publication in the Luxembourg press and in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

## VI. Auditor - Annual accounts - Allocation of profits

**Art. 24. Auditor.** The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by a statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed and remunerated by the Fund.

The Auditor shall perform the duties requested by the SIF Law and the Companies Law respectively and in particular, certify the accuracy and regularity of the accounts and any information of an accounting nature contained in the management reports, and inform the CSSF of any irregularities or inaccuracies noted in the performance of its mission.

**Art. 25. Accounting year.** The accounting year of the Fund shall begin on 1 January of each year and end on 31 December of the same year.

The accounts of the Fund shall be expressed in EUR.

**Art. 26. Allocation of profits.** The net profits of the Fund shall be allocated and paid in accordance with the relevant provisions of the Private Placement Memorandum and in any case, no Distribution shall be made to Shareholders if after declaration of such distribution the Fund's net assets value would be less than the equivalent of one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-).

The General Partner may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Law and the SIF Law, subject to the allocation rules defined in the Private Placement Memorandum.

**Art. 27. Term and Liquidation.** The General Partner may decide to liquidate the Fund if its net assets have decreased to, or have not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for the Fund to be operated in an economically efficient manner or if a change in circumstances relating to the Fund concerned would justify such liquidation.

The Shareholders will be notified by the General Partner of any decision to liquidate the Fund prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures applicable to the liquidation.

The Fund may be liquidated by a decision taken at a general meeting of the Shareholders in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles, being understood that the consent of the General Partner shall not be required for such decision to be validly taken.

The Shareholder who holds redeemable Shares may request the redemption of its Shares, in accordance with the terms contained in the Private Placement Memorandum, upon or prior to the liquidation by application of the applicable liquidation Net Asset Value as determined by the General Partner. The liquidation process should last a maximum of nine months starting at the decision to liquidate. Such a nine month period could be extended with the CSSF's prior approval in exceptional circumstances. Assets which cannot be distributed to their beneficiaries upon the close of liquidation of the Fund will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of their beneficiaries.

If the capital of the Fund falls below two thirds of the minimum capital, an extraordinary general meeting of Shareholders shall be convened to consider the dissolution of the Fund. Any decision to liquidate the Fund must be taken by a simple majority of the Shares present or represented at the meeting.

If the capital falls below one fourth of the minimum capital, the General Partner must convene an extraordinary general meeting of Shareholders to decide upon the liquidation of the Fund. At that meeting, the decision to liquidate the Fund may be taken by the Investor holding one fourth of the Shares present or represented at the meeting.

As soon as the decision to liquidate the Fund is taken, the issue of Shares in all Classes is prohibited and any issuance of Shares in contradiction with this prohibition shall be deemed null and void.

**Art. 28. Amalgamation.** The General Partner may also organise the amalgamation of two or more Classes of Shares.

The Shareholders will be notified of any decision taken by the General Partner further to the section above. Notice will be provided at least 1 (one) month before the amalgamation in order to enable the Investors to request that their Shares be redeemed before the amalgamation is completed.

**Art. 29. Amendments of the Articles.** These Articles may be amended from time to time by the general meeting, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg, and subject to the consent of the General Partner where applicable.

**Art. 30. Governing Law - Jurisdiction.** The Fund is established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

By applying for Shares when submitting the Commitment and Subscription Agreement or otherwise as mere prospective Investors, one agrees to be bound by the Articles, the Private Placement memorandum and the terms and conditions of the Commitment and Subscription Agreement. This contractual relationship is governed by Luxembourg laws. Any claim of whatever sort will be subject to the exclusive jurisdiction of the courts of Luxembourg to settle any dispute or claim arising out.

*Transitory provision:*

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate on 31 December 2016.

*Subscription and liberation:*

The 1 (one) General Partner's Share has been subscribed by UOI Management, acting as aforesaid, and fully paid up by contribution in cash, so EUR 100 (a hundred euros) are now at the free disposal of the Fund,

The 1 (one) Carried Shares have been subscribed by UOI Management and fully paid up by contribution in cash, so EUR 100 (a hundred euros) are now at the free disposal of the Fund,

All the 308 (three hundred and eight) Investor Shares have been subscribed by US OIL INVEST, acting as aforesaid, and fully paid up by contribution in cash, so EUR 30,800.- (thirty thousand eight hundred euros) are now at the free disposal of the Fund,

evidence thereof has been given to the undersigned notary, who states it.

*Costs:*

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the Fund as a result of its formation, is approximately valued at two thousand six hundred euro (EUR 2,600.-).

*Decisions of the Shareholders:*

Immediately after the incorporation of the Fund, the Shareholders, acting as aforesaid, took the following resolutions:

1. The registered office is established at 6A, rue Gabriel Lippmann L-5365 Munsbach Grand-Duchy of Luxembourg.
2. The following is appointed as independent auditors of the Fund: Deloitte Audit, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registrar of Trade and Companies under the number B67 895.

The term of office of the independent auditor shall end at the annual general meeting of Shareholders to be held in 2017.

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary, by surnames, first names, civil status and residences, the said person appearing signed together with us, the notary, the present deed.

Signé: El Farhane, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/15207. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

*Le Receveur (signé):* Paul MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016110571/441.

(160082561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

**CoRE UK 2016 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 206.109.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twelfth day of May.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared the following:

ACEF Holding S.C.A., a société en commandite par actions governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the "RCS") under number B 203192, represented by its general partner (associé gérant commandité), AXA CoRE Europe GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 21 boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 202828,

represented by Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing professionally in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg, on May 4, 2016,

such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

**Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1. Form, Name.** There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "CoRE UK 2016 2 S.à r.l."

**Art. 2. Registered Office.** The Company will have its registered office in the municipality of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality by a resolution of the Manager(s).



Branches or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the Manager(s). No branches or other offices may be established abroad.

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

**Art. 3. Object.** The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form in Luxembourg and/or foreign countries.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

## Chapter II. Capital, Shares

**Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at fifty thousand euro (EUR 50,000) divided into five hundred (500) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 6. Shares.** Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

**Art. 7. Increase and Reduction of Capital.** The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

**Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder.** The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

## Chapter III. Managers, Auditors

**Art. 9. Managers.** The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the “Class A Managers”) or class B Managers (the “Class B Managers”).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

**Art. 10. Powers of the Managers.** The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

**Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company.** The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

**Art. 12. Meetings of the Board of Managers.** In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least two (2) calendar days’ written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

**Art. 13. Resolutions of the Managers.** The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

**Art. 14. Management Fees and Expenses.** Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed

for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

**Art. 15. Conflicts of Interest.** If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

**Art. 16. Managers' Liability - Indemnification.** No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

**Art. 17. Auditors.** Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by either one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves or by one or more approved statutory auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)).

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

#### Chapter IV. Shareholders

**Art. 18. Powers of the Shareholders.** The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

**Art. 19. Annual General Meeting.** The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the last day of May at 2.00 p.m. at the Company's registered office.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

**Art. 20. Other General Meetings.** If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

**Art. 21. Notice of General Meetings.** Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

**Art. 22. Attendance - Representation.** All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

**Art. 23. Proceedings.** Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

**Art. 24. Vote.** At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

**Art. 25. Minutes.** The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

#### **Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits**

**Art. 26. Financial Year.** The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

**Art. 27. Adoption of Financial Statements.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

**Art. 28. Distribution of Profits.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward

to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

#### Chapter VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 29. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

#### Chapter VII. Applicable law

**Art. 30. Applicable Law.** All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

##### *Subscription and Payment*

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	subscribed capital	number of shares	amount paid-in
ACEF Holding S.C.A. . . . . .	EUR 50,000	500	EUR 50,000
Total: . . . . .	EUR 50,000	500	EUR 50,000

The amount of fifty thousand euro (EUR 50,000) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

##### *Transitory Provision*

The first financial year of the Company will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2016.

##### *Expenses*

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

##### *Resolutions of the sole shareholder*

ACEF Holding S.C.A., mentioned above, representing the entire share capital and considering himself as duly convened, immediately took the following resolutions:

##### *First Resolution*

The sole shareholder resolved to establish the registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

##### *Second Resolution*

The sole shareholder resolved to set at one (1) the number of Managers and further resolved to appoint Mr. Sven Rein, born on 3 November 1967 in Wiesbaden, Germany, with professional address at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, for an unlimited period.

##### *Third Resolution*

The sole shareholder resolved to appoint as approved auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company with immediate effect and for a period of time ending on the general meeting of shareholders approving the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2016:

PricewaterhouseCoopers, a société cooperative governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2 rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 65477.

### Declaration

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the undersigned notary by surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

#### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le douze mai.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ACEF Holding S.C.A., une société en commandite par actions, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 203192, représentée par son associé gérant commandité, AXA CoRE Europe GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au RCS sous le numéro B 202828,

représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 4 mai 2016, laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

#### Chapitre I<sup>er</sup>. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme, Dénomination.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «CoRE UK 2016 2 S.à r.l.».

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis au Grand-Duché de Luxembourg par décision des Gérants. Aucune succursale ou autres bureaux ne peuvent être établis à l'étranger.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

## Chapitre II. Capital, Parts sociales

**Art. 5. Capital Émis.** Le capital émis de la Société est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000) divisé en cinq cents (500) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

**Art. 6. Parts Sociales.** Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

**Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital.** Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

**Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé.** L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

## Chapitre III. Gérants, Commissaires

**Art. 9. Gérants.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

**Art. 10. Pouvoirs des Gérants.** Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

**Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société.** Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance.** Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, deux (2) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

**Art. 13. Résolutions des Gérants.** Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

**Art. 14. Rémunération et Dépenses.** Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

**Art. 15. Conflits d'Intérêt.** Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

**Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation.** Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnifiera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des



procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

**Art. 17. Commissaires.** Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés soit par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés ou par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

#### Chapitre IV. Des associés

**Art. 18. Pouvoirs des Associés.** Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

**Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés.** L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le dernier jour de mai à 14.00 heures au siège social de la Société.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 20. Autres Assemblées Générales.** Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

**Art. 21. Convocation des Assemblées Générales.** A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

**Art. 22. Présence - Représentation.** Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

**Art. 23. Procédure.** Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

**Art. 24. Vote.** Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

**Art. 25. Procès-Verbaux.** Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

### Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

**Art. 26. Exercice Social.** L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

**Art. 27. Approbation des Comptes Annuels.** A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

**Art. 28. Distribution des Bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

### Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 29. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

### Chapitre VII. Loi applicable

**Art. 30. Loi Applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Souscription et Paiement*

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Associé	Capital souscrit	nombre de parts sociales	montant libéré
ACEF Holding S.C.A. ....	EUR 50.000	500	EUR 50.000
Total .....	EUR 50.000	500	EUR 50.000

Le montant de cinquante mille euros (EUR 50.000) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le 31 décembre 2016.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille deux cents euros (EUR 1.200).

*Décisions de l'associé unique*

ACEF Holding S.C.A., susmentionnée, représentant l'entière du capital social et se considérant valablement convoquée et réunie, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

*Première Résolution*

L'actionnaire unique a décidé d'établir le siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

*Deuxième Résolution*

L'actionnaire unique a décidé de fixer à un (1) le nombre de Gérants et a décidé par ailleurs de nommer Monsieur Sven Rein, né le 3 novembre 1967 à Wiesbaden, ayant comme adresse professionnelle 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, pour une période illimitée.

*Troisième Résolution*

L'actionnaire unique a décidé de nommer en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet immédiat pour une durée prenant fin à l'assemblée annuelle des associés approuvant les comptes annuels de l'exercice social se terminant au 31 décembre 2016:

PricewaterhouseCoopers, une société coopérative constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65477, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 13 mai 2016. GAC/2016/3790. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016110003/613.

(160083397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

**Lux-Equity, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 45.423.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

### L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 10.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-WORLD FUND GROWTH par le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-WORLD FUND GROWTH dans le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
  - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
  - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
3. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY EMERGING MARKETS, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS dans le compartiment LUX-EQUITY EMERGING MARKETS, avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
  - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
  - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
4. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-AVANTAGE I par le compartiment LUX-EQUITY EUROPE conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-AVANTAGE I dans le compartiment LUX-EQUITY EUROPE avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
  - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
  - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
5. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-PROTECT FUND 1 à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY LOW VOLATILITY, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-PROTECT FUND 1 dans le compartiment LUX-EQUITY LOW VOLATILITY, avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
  - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
  - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
6. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-EQUITY ECO GLOBAL par le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-EQUITY ECO GLOBAL dans le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) avec date d'effet au 17 juin 2016; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-EQUITY ECO GLOBAL.
7. Modification de tous les articles des statuts, dont l'article 4 relatif à l'objet social de la société qui prendra la teneur suivante : " La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées et autres avoirs autorisés par la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la "Loi") dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.  
D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet dans le sens le plus large de la Loi. "
8. Refonte complète des statuts.
9. Divers.

Le projet complet des modifications statutaires ainsi que le projet commun de fusion sont disponibles sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le point (6) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-EQUITY ECO GLOBAL, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016103834/755/73.

**Bayview Global Opportunities Fund, Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 206.018.

*Extract of the Limited Partnership Agreement*

**1. Name of the company.** Bayview Global Opportunities Fund

**2. Legal form.** Société en commandite simple

**3. Unlimited liable partner.** Bayview Global Opportunities GP S. r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11, Rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registration with the Luxembourg register of trade and companies (registre de commerce et des sociétés) currently pending (the "General Partner").

**4. Corporate object.** The object of the Partnership is to collectively invest the funds available to it in Debt Instruments and other Eligible Assets, for the benefit of the Partners.

The Partnership may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 10 August 1915 and in particular and without limitation, make investments, either directly or indirectly in Debt Instruments and other Eligible Assets.

**5. Registered office.** 11, Rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

**6. Management / Representation.** Without prejudice of Clause 19 of the Limited Partnership Agreement, the General Partner will have the broadest powers in its capacity as manager (gérant) of the Partnership to administer and manage the Partnership, to act in the name of the Partnership in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Partnership's object.

The Partnership will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any two Managers together, or by the individual signatures of any person to whom such authority has been delegated by the Board.

**7. Date of establishment / Duration.** The Company was established on 10 May 2016.

The Partnership is created for a limited duration beginning on 10 May 2016, for a 30 year life time, i.e. the term of the Partnership being the 10 May 2046. The General Partner may decide to extend the life of the Partnership for a further maximum period of three (3) years made by up to three consecutive one-year extensions.

**Übersetzung des vorangehenden Textes:**

*Auszug aus dem Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft (die "Gesellschaft")*

**1. Name der Gesellschaft.** Bayview Global Opportunities Fund.

**2. Rechtsform.** Kommanditgesellschaft (Société en commandite simple).

**3. Unbeschränkt Haftender Gesellschafter.** Bayview Global Opportunities GP S. r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter Luxemburger Recht, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,- mit eingetragenem Sitz in 11, Rue Beaumont, L-1219 Luxemburg, und Eintragung im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister derzeit anhängig (der "Komplementär").

**4. Gesellschaftszweck.** Der Zweck der Gesellschaft ist die gemeinsame Anlage seiner Mittel in Schuldinstrumente und anderer zulässiger Vermögenswerte zugunsten seiner Kommanditisten.

Die Gesellschaft darf jegliche Maßnahmen ergreifen und jegliche Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Förderung ihres Gesellschaftszwecks als nützlich erachtet, im größten unter dem Gesetz vom 10. August 1915 zulässigen Maße und insbesondere, ohne Einschränkung, entweder direkt oder indirekt in Schuldinstrumente und andere zulässige Vermögenswerte zu investieren.

**5. Eingetragener Sitz.** 11, Rue Beaumont, L-1219 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

**6. Geschäftsführung / Vertretungsbefugnisse.** Unbeschadet des Artikel 19 des Gesellschaftsvertrags, hat der Komplementär die umfassendsten Befugnisse, in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer (gérant) der Gesellschaft, um diese zu leiten und zu verwalten, im Namen der Gesellschaft in jeglicher Hinsicht aufzutreten und jegliche Maßnahmen und Tätigkeiten durchzuführen und zu genehmigen, welche im Einklang mit dem Gesellschaftszweck stehen.

Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift des Komplementärs gebunden, vertreten durch zwei seiner Geschäftsführer oder durch die individuelle Vertretung einer Person, an welche eine solche Vertretungsmacht durch den Geschäftsführerrat des Komplementärs übertragen wurde.

**7. Gründungsdatum / Laufzeit.** Die Gesellschaft wurde am 10. Mai 2016 gegründet.

Die Gesellschaft wurde mit einer dreißigjährigen Laufzeit am 10. Mai 2016 gegründet, i.e. die Laufzeit der Gesellschaft endet am 10. Mai. 2046. Der Komplementär kann entscheiden, die Laufzeit der um eine maximale Phase von drei (3) Jahren zu verlängern, bestehend aus drei aufeinanderfolgenden Verlängerungen um jeweils ein Jahr.

Référence de publication: 2016107442/57.

(160080438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

### **LBLux SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 132.782.

Die am 7. März 2016 am Sitz der Gesellschaft abgehaltene außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre des LBLux SICAV-FIS konnte nicht wirksam über die Punkte der Tagesordnung beschließen, da das erforderliche Quorum gemäß Artikel 67-1 (2) des Luxemburger Gesetzes über die Handelsgesellschaften nicht erreicht wurde.

Hiermit wird allen Aktionären des LBLux SICAV-FIS mitgeteilt, dass eine

#### **2. AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG**

am 08. Juni um 11.00 Uhr, in den Geschäftsräumen der BayernInvest Luxembourg S.A. am Sitz der Gesellschaft, 6B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach stattfinden wird.

#### *Tagesordnung:*

##### 1. Satzungsänderung

Es wird vorgeschlagen, Artikel 1 der Satzung wie folgt zu ergänzen:

	vorher	nachher
Artikel 1	<p>Artikel 1. Name</p> <p>Es wird hiermit zwischen den Unterzeichnenden und weiteren Personen, welche gegebenenfalls in Zukunft ausgegebene Aktien erwerben, eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme) mit dem Status einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds unter dem Namen "LBLux SICAV-FIS" (im Folgenden "die Gesellschaft") gegründet.</p>	<p>Artikel 1. Name</p> <p>Es wird hiermit zwischen den Unterzeichnenden und weiteren Personen, welche gegebenenfalls in Zukunft ausgegebene Aktien erwerben, eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme) mit dem Status einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds unter dem Namen "LBLux SICAV-FIS" (im Folgenden "die Gesellschaft") gegründet.</p> <p>Mit Wirkung zum 01.05.2016 wird der Name der Gesellschaft geändert auf "Multi Lux SICAV-FIS".</p>

##### 2. Sonstiges

Zur Teilnahme an der außerordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens 01. Juni 2016 die Depotbestätigung eines Kreditinstituts bei der Gesellschaft einreichen aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die Punkte der Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum und werden durch Zwei-Drittel Mehrheit der anwesenden oder vertretenden Aktien beschlossen.

Munsbach, den 03. Mai 2016

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2016101619/59.

**Lux-Sectors SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 70.257.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 11.45 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-SECTORS TOP BRANDS par le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-SECTORS TOP BRANDS dans le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) avec date d'effet au 17 juin 2016; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-SECTORS TOP BRANDS.
3. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-SECTORS INFORMATION TECHNOLOGIES à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY INFORMATION TECHNOLOGIES, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-SECTORS INFORMATION TECHNOLOGIES dans le compartiment LUX-EQUITY INFORMATION TECHNOLOGIES, avec date d'effet au 17 juin 2016; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-SECTORS INFORMATION TECHNOLOGIES.
4. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-SECTORS PHARMA & HEALTH CARE à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY PHARMA & HEALTH CARE, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-SECTORS PHARMA & HEALTH CARE dans le compartiment LUX-EQUITY PHARMA & HEALTH CARE, avec date d'effet au 17 juin 2016; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-SECTORS PHARMA & HEALTH CARE.
5. Dissolution sans liquidation de la Société suite à la fusion.
6. Décharge aux administrateurs.
7. Divers.

Le projet commun de fusion est disponible sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le point (2) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-SECTORS TOP BRANDS, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le point (3) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-SECTORS INFORMATION TECHNOLOGIES, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le point (4) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-SECTORS PHARMA & HEALTH CARE, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

*Le Conseil d'Administration.*

**ABE Finances S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 92.727.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016077690/10.

(160043042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

---

**Afes-Avus Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5442 Roedt, 54, rue de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 69.320.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 09 mars 2016.

Référence de publication: 2016077699/10.

(160043346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

---

**Brasseur Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 14, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 150.009.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016077737/10.

(160043303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

---

**Black Quantum Global Ventures S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.733.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2016077731/11.

(160043077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

---

**Berlys Aviation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 98.465.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077752/10.

(160043554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

---